



Formuler une Politique pour l'économie sociale

Du 30 sept. au 2 oct. 2009 | Halifax, Nouvelle-Écosse



Social Economy and Sustainability Research Network

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

Bridging, Bonding, and Building / Renforcement des liens et des capacités

Les élus et l'économie sociale

Résumé de recherche

Rédigé par

Maria Florencia Mauri

Maîtrise en Management public

Université de Sherbrooke

1. INTRODUCTION

Adoptée en 2004 par l'Assemblée nationale, la loi 34 a confirmé le fait que le développement local est une responsabilité des élus locaux. Cette responsabilité de développement s'incarne dans les différentes instances sur lesquelles les élus sont appelés à siéger : la Conférence régionale des élus, le Centre local de développement (CLD) et le conseil municipal. Pour cette raison, la participation et la perception qu'ils ont du développement local, et plus précisément du développement local par l'économie sociale, peut faire la différence entre l'acceptation et le refus de financer un projet.

2. MÉTHODOLOGIE

Le projet de recherche vise à savoir pourquoi certaines municipalités et municipalité régionale de comté (MRC) sont mieux disposées que d'autres à soutenir le développement des entreprises d'économie sociale. Nous cherchons à faire la lumière sur la perception qu'ont les élus de l'Estrie du développement local et du potentiel de l'économie sociale comme valeur ajoutée de ce développement.

La recherche a été divisée en trois volets :

- a) Une recension de la littérature a été réalisée, laquelle n'impliquait pas de relation avec les humaines puisqu'elle a été réalisée à partir de données secondaires.
- b) Des enquêtes seront effectuées auprès de tous les élus municipaux de la région de l'Estrie à partir d'un questionnaire structuré.
- c) Des entrevues semi-dirigées seront faites avec certains acteurs clés du Centre local de développement des deux MRC choisies après l'analyse des questionnaires. Nous procéderons à la réalisation d'un court portrait de la gestion des fonds de l'économie sociale dans ces deux MRC.

4. RÉSULTATS DE LA 1^E PHASE

- ◇ La collecte de données primaires a été réalisée en deux phases.
- ◇ La première a été faite par l'administration d'un questionnaire auprès des 636 élus des sept MRC de l'Estrie. Le taux de réponse total est de 20,3 %.

- ◇ La deuxième se fera à partir d'entrevues semi-dirigées auprès de membres du personnel des CLD choisies. Nous présentons les résultats de la première phase.
- ◇ Nous avons analysé la perception des élus en croisant deux types de données : leur compréhension de l'économie sociale et les actions posées pour développer ou favoriser l'économie sociale sur leur territoire.
- ◇ 72,9 % sont élus des municipalités rurales ; 25,6 % vivent en milieu urbain.
- ◇ 24,8 % sont de maires et 75,2 % des conseillers municipaux.
- ◇ 42,6 % détiennent un diplôme universitaire ; 24 % ont un diplôme de niveau collégial et 30,2 % ont complété d'études secondaires.
- ◇ 32,6 % sont de retraités ; 24,8 % sont de gestionnaires ; 14 % sont employés du secteur communautaire/économie social et 7 % sont producteurs agricoles.
- ◇ 34,9 % dit avoir entre 56 et 65 ans ; 28,7 % ont entre 46 et 55 ans ; 19,4 % sont âgés d'entre 15 et 45 ans ; 13,2 % ont plus de 66 ans et 3,9 % ont moins de 35 ans.
- ◇ 21,7 % sont administrateurs d'un CLD ou d'une Corporation de développement économique communautaire (CDEC). Les maires sont ceux qui connaissent le plus le fonds d'économie sociale de leur MRC, car ils siègent sur le conseil d'administration de leur CLD.
- ◇ Les diplômés du niveau secondaire sont les plus ouverts à l'idée d'accorder une subvention à une entreprise d'économie sociale. Des diplômés du collégial, 83,3 % sont prêts à donner un contrat de gré à gré de moins de 25 000 \$ et 50 % sont enclins à accorder un contrat de plus de 25 000 \$ sans appel d'offre comme l'autorise la loi. Dans tous les cas, ceux qui montrent le moins d'ouverture sont les élus diplômés universitaires.
- ◇ En prenant les mêmes variables, Coaticook est la MRC plus disposée à accorder une subvention à une entreprise d'économie sociale (77,3 %) alors que la MRC Memphrémagog est le cas contrasté (48 %).
- ◇ La MRC de Coaticook obtient un indice de 0,598 pour « le rôle de développement de l'économie sociale » ; 0,507 sur « les actions que la municipalité devrait poser pour développer l'économie sociale » et un indice de 0,659 pour « jusqu'où l' élu est prêt à aller pour favoriser l'économie sociale ». Le cas contrasté est la MRC de Memphrémagog, laquelle a un indice de 0,299 pour « le rôle de développement de l'économie sociale » ; 0,165 pour « les actions que la municipalité devrait poser pour développer l'économie sociale » et 0,198 pour « jusqu'où l' élu est prêt à aller pour favoriser l'économie sociale ».

CONCLUSION

- ◇ Il est encore tôt de conclure de façon définitive. Cependant, nous proposons certaines pistes de réflexion.
- ◇ Existe une grande confusion entre le secteur communautaire et d'économie sociale.
- ◇ Considérer l'économie sociale comme du mouvement communautaire est une des raisons pour laquelle les élus sont plus ouverts à subventionner en lieu d'attribuer des contrats. Ceci malgré que nos répondants affirment que l'économie sociale se rattache à la rentabilité économique et sociale et non à l'économie des pauvres.
- ◇ Les membres du conseil municipal qui ont le plus haut niveau d'éducation sont les moins intéressés à privilégier des entreprises d'économie sociale et ils ne semblent pas prêts à s'engager dans la mise en place d'une politique de développement par l'économie sociale.
- ◇ Le type de municipalité et l'implication des élus dans les différents conseils d'administration jouent une importance capitale : les municipalités urbaines sont plus ouvertes que les rurales. Par ailleurs, le fait d'être membre d'un conseil d'administration d'un organisme qui a comme mission le développement local, démontre être un lieu de sensibilisation majeur.
- ◇ Ni l'âge ni le type d'emploi occupé par l' élu ne sont déterminants significatifs de la façon de concevoir l'économie sociale.